ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

6e Circonscription de Loire-Atlantique

L'UNION DES FORCES DÉMOCRATIQUES

vous demande de voter pour

Jean RAMET

Pour mettre un terme au fractionnement des Forces Démocratiques :

A l'appel de DANIEL MAYER, Président de la Ligue des Droits de l'Homme, le bureau National de L'UNION DES FORCES DEMOCRATIQUES a été constitué par : MM. le Doyen CHATELET, Edouard DEPREUX, Alfred KASTLER, Gilles MARTINET, Fançois MITTERAND, Laurent SCHWARTZ, Etienne CREMIEU ALCAN, Jean HYPOLITE, Maurice LACROIX, Pierre MENDES-FRANCE, Francis PERRIN et Robert VERDIER.

Pour combattre le panier de crabes de l'Assemblée en vacances :

Contre tous les nantis, se déclarant de droite ou de gauche dans leurs discours, mais qui en réalité sont tous d'accord pour se cramponner à une politique à la petite semaine, sacrifiant l'intérêt général à leurs intérêts particuliers.

Pour une politique de progrès économique et social :

Assurant le plein emploi de tous les travailleurs et le développement du potentiel industriel, agricole et commercial de la région, garantissant aux jeunes des débouchés certains et aux vieux des conditions de vie normales après leur vie de labeur.

Pour une paix juste en Algérie et l'établissement de nouveaux liens avec les territoires d'outre-mer :

Cette guerre fratricide aurait pu être évitée, et doit se terminer rapidement. Aucune solution, aussi généreuse soit-elle en apparence, n'est possible sans l'adhésion de tous les Algériens. La négociation loyale s'impose.

Pour les libertés de conscience, d'opinion, d'expression, les droits fondamentaux de l'homme et la dignité de la personne :

Contre les saisies répétées des journaux — contre une radio domestiquée — contre les arrestations et les internements arbitraires — pour les libertés d'associations — pour les libertés syndicales.
POUR LE RESPECT DE LA LAICITE —

Pour un candidat propre, intègre et compétent :

La personnalité de Jean RAMET, son indépendance absolue, son désintéressement, son dévouement, ses qualités professionnelles, sa compétence en matière économique et sociale sont les meilleures garanties d'une politique claire et honnête.

Le Bureau Local de l'U. F. D. :

René CHATAL, Avocat, Conseiller Municipal de Saint-Nazaire.
FOUSSARD, Pharmacien, Conseiller Municipal de Pornichet (radical et radical-socialiste).
DEBRAYE, Agent Technique (Union Gauche Socialiste).
BUREL André, LEBEAU Auguste, ANDRIEU Roland, militants syndicalistes appartenant aux TROIS centrales ouvrières.
COHONNER, Président du Comité de Défense Républicaine.
MENGUY, CHARRIER, PERRONNEAU, SAUVAGET, instituteurs publics.
RAVILLY, commerçant.
Dr MERCIER.

IMP. MODERNE — SAINT-NAZAIRE

Appel aux Electeurs et Electrices,

Vous êtes mécontents et celà se comprend.

Vous trouvez que vous avez été trompés par les élus que vous aviez choisis le 2 janvier 1956. C'est vrai. Les promesses que l'on vous avait faites n'ont, une fois de plus, pas été tenues.

Vous voulez que celà change et vous avez raison.

Vous voulez que vos représentants, que vos délégués en quelque sorte, vous fassent moins de promesses, mais les tiennent.

Vous ne voulez pas des combines et tractations politiques qui conduisent le pays à la ruine.

Vous voulez un programme où l'intérêt général de la nation s'identifie au vôtre.

Vous voulez travailler et vivre de votre travail en hommes libres.

Vous voulez que l'on vous respecte et que l'on respecte vos libertés.

Militant syndicaliste de longue date, je pense comme vous.

Je pense que tous les Français et Françaises méritent un autre sort que celui que leur imposent les politiciens combinards.

Je pense que tous les travailleurs ont droit et peuvent obtenir un pouvoir d'achat très supérieur à celui dont ils disposent.

Je pense que les Vieux et Vieilles de France méritent autre chose que de la compassion après toute une vie de labeur.

Je pense qu'après les avoir mis au monde, les jeunes peuvent exiger de nous les garanties et les perspectives d'avenir.

Je pense que les malades, mutilés et invalides ont le droit d'être soignés, dédommagés et traités comme des hommes et non comme des objets réformés n'offrant plus d'intérêt.

Je pense que les agriculteurs doivent être traités comme des travailleurs dont la collaboration est indispensable à la vie du pays.

Je pense que l'activité des commerçants est fonction des pouvoirs d'achat des travailleurs, l'amélioration du sort de ceux-ci se reportent immanquablement sur la situation de ceux-là.

Je pense que les fonctionnaires, les travailleurs indépendants, les artisans participent à la vie du pays et doivent en recevoir la juste contre-partie.

Je pense que le code de l'impôt doit être réformé, que la justice fiscale doit être réalisée, que chacun puisse connaître et vérifier sa participation.

Je pense que l'Etat doit être laique, qu'il doit dispenser un enseignement laique ouvert gratuitement à tous les enfants et étudiants, donnant ainsi les moyens de s'instruire aux plus déshérités.

Je pense que ce sont les meilleurs, les plus doués et les plus instruits qui doivent diriger les affaires du pays et non les plus culottés.

Je pense que l'on peut mettre rapidement fin à la guerre d'Algérie, par des négociations loyales avec ceux qui se battent pour leur indépendance.

Je pense que l'on peut établir ou conserver des liens culturels et économiques avec tous les pays dits d'Outre-mer, redonnant à la France sa physionomie de pays de la liberté et du respect des droits de l'homme.

Je pense en définitive qu'il vaut mieux construire des hôpitaux, des maisons, des bateaux, des avions, des autos, des routes, que des canons et des bombes atomiques.

Je pense enfin qu'il faut empêcher les politiciens de s'installer dans la politique en ne permettant pas le renouvellement du mandat de député.

Si vous pensez comme moi sur tous ces problèmes, si vous croyez qu'avec votre concours et de la persévérance des hommes décidés et convaincus peuvent concilier l'intérêt général avec les intérêts particuliers de tous les Français ;

Si vous pensez celà, si vous pensez que le militant que je suis peut donner sa contribution à cette lourde tâche, alors je vous demande de m'apporter vos suffrages. Je vous assure que je mettrai tout en œuvre pour faire respecter votre volonté et réformer ces mœurs politiques déplorables de ceux qui oubliaient le lendemain des élections toutes les promesses électorales pour ne s'en souvenir qu'à la veille de nouvelles élections.

Jean RAMET

Electricien

Président du Conseil d'Administration de la Caisse Primaire de Sécurité Sociale